NPA l'étincelle

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 6 septembre 2021

L'offensive patronale et gouvernementale ne doit pas passer !

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a sifflé la fin de partie du « quoi qu'il en coûte ». « Nous sommes passés au sur-mesure » a-t-il ajouté. Comprenez : tout pour les gros, ceinture pour les petits. L'indemnisation du chômage partiel est donc réduite depuis le 1er septembre, augmentant d'autant les pertes de salaire pour les travailleurs qui y sont toujours soumis (ils étaient encore 610 000 en juillet). Pour le patronat, c'est une autre affaire, avec un nouveau plan de soutien de 30 milliards, lancé en septembre pour l'aider à retrouver sa place dans l'arène capitaliste mondiale.

Le règne des hypocrites

Mais si l'État réduit les cordons de la bourse pour les salariés et les chômeurs, l'épidémie est toujours là. Qu'importe : aux seuls travailleurs d'en subir les conséquences. Et à eux d'être montrés comme des coupables avec les sanctions liées au passe sanitaire, qui peuvent aller jusqu'au licenciement.

C'est bien une vaccination généralisée qui pourrait freiner cette pandémie, qui a déjà tué plus de 4,5 millions de personnes dans le monde. Les premiers « antivax » sont Macron et ses semblables, ces gouvernants des pays riches et patrons des groupes pharmaceutiques qui organisent la pénurie à l'échelle mondiale. Pas question pour eux de lever les brevets et de développer une production répondant aux besoins de l'humanité. Les vaccins ne seraient que pour les pays qui peuvent payer, alors qu'une telle épidémie ne peut se résoudre qu'à l'échelle mondiale.

Non au passe « licenciements » !

Et voilà que Macron et ses ministres veulent licencier ou mettre à pied les quelques soignants qui ne sont pas encore vaccinés, devenus réfractaires à toute injonction venant de ce gouvernement, après un an sur les rotules à gérer tant bien que mal cette épidémie sans moyens suffisants. Partout les hôpitaux manquent toujours de personnel, de lits, de matériel, mais les hospitaliers sont aujourd'hui montrés du doigt pour faire oublier les carences et les mensonges venus d'en haut. Dans les secteurs concernés, à l'hôpital, le commerce, la culture ou les transports, le passe sanitaire de Macron est en réalité un nouveau permis de licencier offert aux directions et aux patrons : pas question d'accepter la moindre sanction !

Une campagne de vaccination ne se mène pas à coups de contrôles policiers et de droits de licencier. Surtout quand on impose un sésame dans les bars, musées ou piscines, mais qu'il faut s'entasser chaque jour dans les transports pour se rendre au travail, et que, dans les écoles, les classes sont surchargées, avec de nouvelles suppressions de postes alors qu'il faudrait des moyens supplémentaires pour les dédoubler.
Quant au déremboursement des tests, comment prétendre qu'il s'agisse d'une mesure sanitaire ? Même vacciné, chacun peut porter le virus et les tests restent nécessaires.

À bas le passe monétaire

Mais c'est toujours à nous de payer. Fin août, l'Insee notait que les prix à la consommation avaient augmenté de 2 % en un an. Pas nos salaires. Et au 1er septembre, le prix du gaz fait un bond de 9 %.

Mais en cette rentrée, la préoccupation première du patronat est d'éviter d'augmenter les salaires. Il gémit sur un prétendu manque de main-d'œuvre qui pourrait l'y obliger. Sans surprise, les secteurs où il dit avoir peine à embaucher sont les plus mal payés, avec les conditions de travail les plus déplorables. Le problème n'est pas le manque de main-d'œuvre, mais le manque de salaire !
Et le Medef réclame l'application de la réforme de l'assurance chômage, dont l'objectif est clair : en rabotant les allocations, contraindre les plus précaires à accepter les bas salaires. Une politique qui pénalise tous les travailleurs.

Passe sanitaire ou passe monétaire, les travailleurs ont donc bien des raisons de s'opposer aux attaques du gouvernement et du patronat, à ses velléités autoritaires tout comme à sa logique du profit.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.
Mail : etincelle.hopitaux67@gmx.com. Site : www.convergencesrevolutionnaires.org
NPA l'Étincelle – Hôpitaux NPA_Strasbourg

Pas de licenciements sanitaires !

Quelle surprise de découvrir dans notre boîte aux lettres le plan de la direction des HUS pour accélérer le schéma vaccinal des agents : on nous invite à présenter nos justificatifs à la médecine du travail sous peine d'une "suspension sans rémunération" le cas échéant... Cela fait pourtant des années qu'on dénonce les problèmes liés au sous-effectif permanent, et encore plus depuis le début de la pandémie. On se mobilise pour réclamer des postes et des moyens pour l'hôpital, on souligne les conséquences délétères de nos conditions de travail sur la prise en soin des patients et la direction propose quant à elle... d'en supprimer ! Oui la stratégie vaccinale impose qu'une large majorité des agents soient vaccinés. Mais le chantage au licenciement, lui, est infâme. À nous de défendre nos conditions de travail et nos collègues concernés, parce que ce ne sont pas les HUS qui vont le faire.

À bas les guerres, à bas l'impérialisme !

Après avoir injecté des milliards de dollars dans une guerre sans fin en Afghanistan, s'être appuyé et avoir développé toutes sortes de cliques locales dans l'espoir d'y créer un pouvoir à leur solde, après avoir crié sur tous les toits son rôle de gendarme du monde, l'armée américaine se retire. Et Biden et ses alliés en France et en Allemagne versent des larmes de crocodile sur les malheurs des Afghans entre les mains de ceux, les talibans, à qui ils ont finalement choisi de transmettre le pouvoir. Aucun d'entre eux n'a décidé d'ouvrir ses frontières aux migrants, ni maintenant, ni depuis vingt ans.

Prétextant apporter la paix et la démocratie, les puissances impérialistes n'entraînent que la barbarie, la misère et les profits pour les multinationales. Et la politique d'un Macron comme d'un Biden, qui font mine de craindre aujourd'hui l'afflux de réfugiés, d'en refuser l'accueil (à part pour quelques « élites »), est à l'image des crimes qu'ils ont pendant vingt ans (treize pour la France) perpétrés là-bas.

Quand l'argent magique tombe… juste à l'entrée de l'hôpital

60 millions d'euros par mois. C'est ce que vont coûter, d'après la FHF, les dispositifs mis en place pour contrôler les pass sanitaires des patients et des hospitaliers aux entrées des hôpitaux. Aux HUS, le contrat passé avec une société privée chiffre à 75 000 euros par mois ! Et on nous répète qu'il n'y a pas d'argent pour embaucher ? Une fois de plus, c'est bien la preuve que les budgets sont avant tout des choix politiques. Et nous avons bien raison d'être en rogne face à ce gâchis !

Salaires ou profits, il faut choisir

Pour le président du Medef, Roux de Bézieux, interrogé sur *France Info*, pas de souci pour augmenter les salaires dans les métiers de service les moins bien rémunérés… mais à condition que les prestations coûtent plus cher, et notamment celles payées par l'État. Il voudrait donc récupérer d'une main ce qui versé de l'autre.

Et si l'État embauchait directement son personnel en le payant correctement plutôt que de payer des patrons sous-traitants qui empochent leur marge en se tournant les pouces ?

De biens mauvais défenseurs du vaccin

La défiance plus que légitime contre Macron et ce gouvernement qui accumule les bévues dans sa gestion de la crise sanitaire amène certains collègues à se méfier aussi des vaccins. Ne nous y trompons pas. Certes, nous n'avons aucune confiance à accorder à ceux qui ont menti sur l'efficacité des masques, qui nous ont obligé à venir travailler sans protections adéquates ou en étant positifs, qui n'ont octroyé les primes Covid qu'à certains selon des critères aberrants… et qui refusent depuis des années de répondre à nos revendications sur les embauches nécessaires et les salaires ! Mais le vaccin, pour nous, et à l'échelle planétaire, reste aujourd'hui un outil essentiel pour sortir de cette pandémie. Et sur ce point, nous sommes bien placés pour dénoncer les inconséquences du gouvernement : pour une campagne vaccinale digne de ce nom, pour prendre en charge les malades, il faut des embauches et des moyens pour la santé publique, et sortir la santé des griffes du profit !

À Lyon, les casseurs de grève sont de gauche, écolos et insoumis

Comme dans d'autres villes, les agents municipaux se préparaient à une grève le 2 septembre contre la suppression de trois jours de congés. Mais la majorité municipale de gauche a décidé une semaine à l'avance que la retenue de salaire se ferait à la journée et non plus à l'heure, histoire de faire pression sur les potentiels grévistes. Et un adjoint insoumis du maire écolo de reprendre les pires arguments anti-grévistes : c'est une prise d'otage des usagers ! Il y a bien trop de grèves ! Cela n'a pas empêché la grève de se faire, et quinze restaurants scolaires de la ville d'être fermées le jour J.